

Communications statistiques

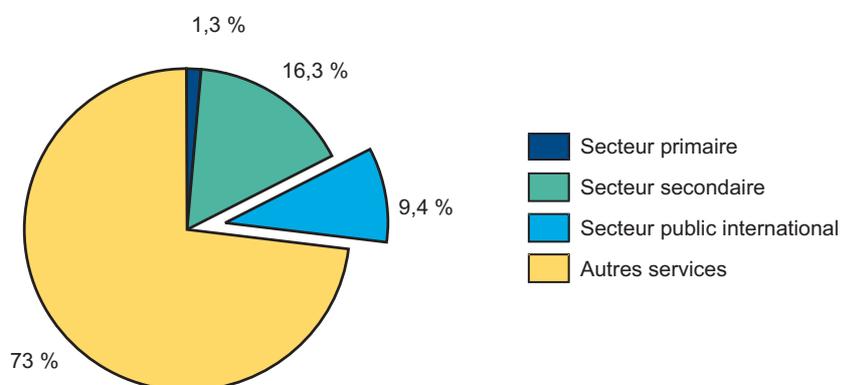
N° 4 / Décembre 1998

Les organisations internationales à Genève

Résultats de l'enquête 1998

Sommaire	Page
Introduction	2
1 La place du secteur public international dans l'économie genevoise en termes d'emploi	3
2 L'emploi dans les organisations internationales	6
3 L'activité conférencière des organisations internationales	10
4 Les dépenses des organisations internationales	12
5 Les organisations internationales établies en Suisse hors de Genève	15
6 Les internationaux et leurs familles résidant à Genève	16

Emplois dans le canton de Genève, en 1995 Répartition par secteur économique



Le secteur public international (organisations internationales gouvernementales, missions permanentes et consulats) occupe 23 531 personnes dans le canton de Genève en 1995. Il représente ainsi 9,4 % du total de l'emploi du canton.

Les résultats de l'enquête annuelle dans une nouvelle collection

Un complément genevois au recensement fédéral des entreprises

Introduction

Jusqu'en 1997, les résultats de l'enquête annuelle de l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) auprès des organisations internationales ont été publiés dans la collection *Données statistiques*. Dès cette année, ils paraissent dans la collection *Communications statistiques*. Ces résultats sont présentés ici aux chapitres 2 à 5.

La place du secteur public international dans l'économie genevoise en termes d'emploi est présentée en tête de publication, au chapitre 1. Les données utilisées proviennent du recensement fédéral des entreprises de 1995 (RFE 95).

Le chapitre 6 aborde la question sur le plan de la population résidente : fonctionnaires internationaux, diplomates et leurs familles habitant dans le canton. Les données y relatives proviennent de la statistique cantonale de la population.

Le recensement fédéral des entreprises de 1995 (RFE 95)

Le recensement fédéral des entreprises est l'enquête la plus importante de la statistique économique. Il fournit une image précise et détaillée de la structure économique de la Suisse et de ses régions.

Le dernier recensement exploité date de 1995.

Dans le canton de Genève, le secteur public international (organisations internationales gouvernementales, missions permanentes et consulats) est recensé directement par l'OCSTAT. Dans le reste du pays, les organisations internationales gouvernementales, les ambassades et les consulats ne sont pas recensés.

Les organisations internationales non gouvernementales sont recensées dans l'ensemble du pays. N'ayant pas de nature juridique spécifique et n'exerçant pas une activité économique spécifique, elles ne peuvent être repérées dans les données du recensement que nominativement.

Le RFE prend en compte les organismes au sein desquels 20 heures de travail au moins sont effectuées par semaine, par une ou plusieurs personnes, celles-ci n'étant comptées que si elles effectuent au moins 6 heures par semaine. Le nombre de consulats recensés (42) peut paraître faible; cela s'explique par les raisons suivantes :

- certains consulats ne sont pas recensés en raison des deux règles précitées (20 heures par établissement et 6 heures par personne);*
- quand l'activité consulaire est assurée par la mission permanente, seule cette dernière est recensée.*

L'écart entre le nombre d'organisations internationales gouvernementales cité dans le tableau T - 01 (17) et l'effectif des participants à l'enquête annuelle (16) s'explique par le fait que l'ONU répond dans le cadre de l'enquête aussi pour les représentations de quelques organisations sises dans ses locaux. De plus, l'effectif des emplois recensés ne correspond pas exactement à celui de l'enquête annuelle de l'OCSTAT en raison des définitions et conventions respectives des deux relevés. Les chiffres du recensement permettent toutefois de replacer le secteur public international dans l'ensemble de l'économie genevoise en termes d'emploi.

1. La place du secteur public international dans l'économie genevoise en termes d'emploi

Selon les résultats du recensement fédéral des entreprises de septembre 1995 (RFE 95), complétés par ceux du recensement fédéral de l'agriculture de mai 1996 (RFA 96), le nombre d'emplois dans le canton de Genève se monte à 249 201.

23 531 emplois dans le secteur public international en 1995, soit 9,4 % du total des emplois dans le canton

Le secteur public international (organisations internationales gouvernementales, missions permanentes et consulats) représente 23 531 emplois, soit 9,4 % du total. Sa taille est ainsi comparable à celle de l'ensemble des industries manufacturières (24 399 emplois); entre autres exemples, elle est supérieure à celle du commerce du détail (19 857) et à celle du secteur bancaire (18 290).

T - 01 Emplois par secteur économique dans le canton de Genève, en 1995 (1) Part du secteur public international

	Institutions	Emplois	
		Nombre	%
Total	...	249 201	100,0
Secteur primaire	...	3 157	1,3
Secteur secondaire	...	40 596	16,3
Secteur tertiaire	...	205 448	82,4
dont : Secteur public international	193	23 531	9,4
Organisations internationales gouvernementales	17	19 993	8,0
Missions permanentes	134	3 320	1,3
Consulats	42	218	0,1

(1) Septembre 1995 pour les secteurs secondaire et tertiaire, mai 1996 pour le secteur primaire.

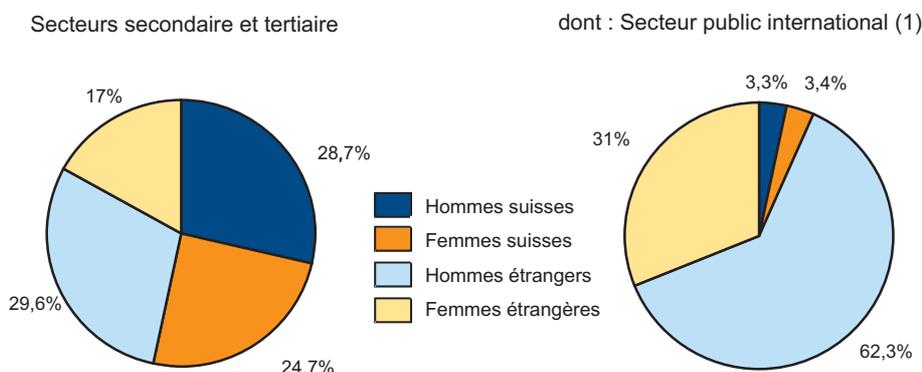
Source : Office fédéral de la statistique - Recensement fédéral des entreprises 1995

Office cantonal de la statistique - Sources complémentaires

Peu de Suisses, un tiers de femmes et très peu de temps partiel

Ce n'est certes pas une surprise : la part des *étrangers* est très élevée (93,3 %) au sein des personnes occupées dans le secteur public international. Parmi les branches économiques à forte proportion d'étrangers, citons l'hôtellerie-restauration (72,3 %), la construction (71,2 %) et les industries manufacturières dans leur ensemble (52,9 %). Mais il s'agit dans ces branches d'une main-d'oeuvre de type assez différent de celle du secteur international ...

G - 01 Répartition des personnes occupées selon le sexe et l'origine, dans le canton de Genève, en 1995



(1) Organisations internationales gouvernementales, missions permanentes et consulats.

Source : Office fédéral de la statistique - Recensement fédéral des entreprises 1995

Office cantonal de la statistique - Sources complémentaires

Dans l'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire, la part des étrangers se fixe à 46,6 %. Compte tenu de l'importance du secteur public international, cette part passe à 41,7 % si on l'exclut.

Les **femmes** représentent 34,4 % des personnes occupées dans le secteur public international. Elles y sont donc moins représentées que dans l'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire (41,7 %) et, en particulier, que dans le reste du secteur tertiaire (47,2 %).

Les emplois à **temps partiel**¹ sont très rares dans le secteur public international (2,6 %) en comparaison avec l'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire (20,3 %) et avec le reste du secteur tertiaire (25,5 %).

L'enquête annuelle auprès des organisations internationales

Depuis 1978, l'OCSTAT procède à une enquête annuelle auprès des organisations internationales gouvernementales (OIG) et des dix principales organisations non gouvernementales (OING) établies à Genève. Cette enquête porte sur l'emploi, les dépenses et l'activité conférencière.

Les résultats de l'enquête sont présentés aux chapitres 2 à 5.

La liste des organisations participant à l'enquête figure en page 18.

Il existe des données antérieures à 1978 provenant d'autres sources. Les chiffres sont présentés notamment dans le numéro 3 des «Etudes et documents» et le numéro 9 des «Aspects statistiques» (voir liste des publications, page 19).

Le personnel des missions permanentes

Le nombre de personnes travaillant dans les missions permanentes est calculé sur la base des informations transmises à l'OCSTAT par la Mission permanente de la Suisse près les organisations internationales à Genève (MPSOIG). Etabli sur une base mensuelle, il est ainsi disponible en mars de chaque année et peut être mis en regard de l'emploi des organisations internationales provenant de l'enquête annuelle précitée.

¹ Moins de 90 % de la durée hebdomadaire habituelle de travail.

Définitions

Organisation internationale (OI)	De manière générale, les organisations internationales ont pour but de développer la solidarité et d'assurer la défense des intérêts, sur le plan international, d'Etats ou d'organismes nationaux constitués en fonction d'intérêts économiques, professionnels ou scientifiques, d'affinités culturelles, idéologiques ou politiques, de croyances religieuses, etc.
Organisation internationale gouvernementale (OIG)	<p>La constitution des organisations internationales gouvernementales résulte d'accords intergouvernementaux auxquels ont adhéré au moins trois Etats². Les organisations internationales gouvernementales sont des institutions durables, constituées de manière régulière, qui réunissent des représentants des Etats membres pour remplir des fonctions d'intérêt international.</p> <p>Pour son fonctionnement, chaque organisation internationale gouvernementale dispose d'un corps d'agents, généralement originaires des Etats membres, qui assurent l'administration et les travaux spécifiques de l'organisation. Les agents dépendent de l'organisation internationale et non de leur gouvernement. Certains agents, de haut niveau, de ces administrations internationales bénéficient du statut diplomatique, avec ou sans prérogatives complètes.</p>
Organisation internationale non gouvernementale (OING)	<p>Les organisations internationales non gouvernementales sont des associations sans but lucratif, indépendantes des gouvernements, organisées au niveau international. Leur constitution ne résulte pas d'accords intergouvernementaux et elles ne possèdent pas de statut juridique international. Des délégués de gouvernements peuvent être membres d'organisations internationales non gouvernementales à la condition que leur présence ne limite pas l'indépendance et n'entrave pas la liberté d'expression de celles-ci.</p> <p>Les buts des organisations internationales non gouvernementales sont multiples et se rapportent à de nombreux domaines économiques, scientifiques, culturels, etc. Leur activité, leur composition sont également extrêmement diverses. Souvent, par leur activité, les organisations non gouvernementales complètent l'action des organisations gouvernementales et, de ce fait, les plus importantes organisations non gouvernementales ont généralement un statut consultatif auprès des organisations gouvernementales.</p>
Mission permanente	Les missions permanentes sont des représentations d'Etats étrangers établies auprès de l'ONU et d'organisations internationales gouvernementales spécialisées, ayant pour rôle d'assurer et de maintenir une liaison constante entre les organisations internationales gouvernementales et leur gouvernement. Une mission est à une OI ce qu'une ambassade est à un gouvernement du pays auprès duquel elle représente son propre gouvernement.
Consulat	Les consulats sont des représentations d'Etats étrangers chargées de la défense des intérêts de leurs nationaux et de diverses fonctions administratives.
Secteur public international	Le secteur public international est composé des organisations internationales gouvernementales, des missions permanentes et des consulats

² Sinon, il s'agit d'organisations bilatérales.

20 447 personnes occupées dans les OIG en mars 1998

2. L'emploi dans les organisations internationales

En mars 1998, les **organisations internationales gouvernementales** (OIG) occupent 20 447 personnes : 11 510 fonctionnaires internationaux permanents et 8 937 personnes ayant un autre statut. Ces dernières sont particulièrement nombreuses au CERN, où il s'agit surtout de scientifiques rémunérés par l'institution qui les emploie pour effectuer des recherches sur les installations de ce centre. Les autres OIG emploient aussi du personnel n'ayant pas le statut de fonctionnaire international permanent : personnel temporaire, traducteurs et interprètes, consultants, par exemple. Parmi ces 8 937 personnes, 3 895 sont titulaires d'une attestation de la Mission permanente de la Suisse près les organisations internationales à Genève (MPSOIG), ce qui leur confère le statut de fonctionnaire international, même si leur poste n'est pas permanent.

Les plus grandes OIG, en termes d'emploi, sont l'ONU, le CERN, l'OMS et le BIT. Les deux premières ont chacune plus de 3 000 fonctionnaires permanents, les deux suivantes plus de 1 000.

T - 02 Fonctionnaires permanents des organisations internationales gouvernementales établies dans le canton de Genève

Situation en mars

	1996	1997	1998
Organisations internationales gouvernementales	11 991	11 756	11 510
Office des Nations Unies (ONU)	3 933	3 737	3 660
Bureau international du travail (BIT)	1 226	1 145	1 117
Organisation mondiale de la santé (OMS)	1 408	1 311	1 281
Union internationale des télécommunications (UIT)	674	673	687
Organisation météorologique mondiale (OMM)	260	252	244
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)	530	622	646
Bureau international d'éducation (BIE)	29	27	23
Organisation mondiale du commerce (OMC)	455	497	501
Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN)	3 218	3 226	3 094
Association européenne de libre-échange (AELE)	21	21	21
Organisation internationale pour les migrations (OIM)	181	188	176
Union interparlementaire (UI)	30	30	30
Organisation internationale de protection civile (OIPC)	8	8	7
Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)	9	9	9
Bureau international des textiles et de l'habillement (BITH)	4	4	4
South Centre	5	6	10

Source : Office cantonal de la statistique

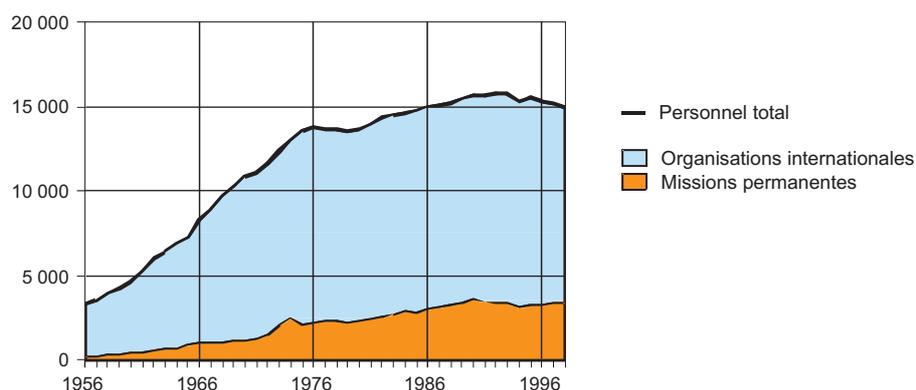
Tassement du nombre de fonctionnaires permanents ces dernières années

Le principal du développement des OIG est antérieur à la mise sur pied de l'enquête actuelle. Depuis 1978 (année du premier relevé), le nombre de fonctionnaires permanents a tendanciellement augmenté jusqu'en 1992, son maximum (12 406). Depuis 1996, il décroît à un rythme annuel de l'ordre de 2 %. L'effectif des «autres personnes» fluctue beaucoup plus, ce qui est assez logique compte tenu de sa composition. En effet, certains chercheurs «visiteurs» du CERN y effectuent des séjours de courte durée et la rotation peut être importante. Dans d'autres organisations, des équipes nombreuses d'interprètes sont engagées à l'occasion de réunions internationales, pour une durée limitée. L'effectif de ce personnel a notablement progressé en 1989, après la mise en service de l'accélérateur de particules (LEP) au CERN. Depuis, il fluctue entre 7 700 et 9 300; ses variations annuelles peuvent être assez importantes sans pour autant qu'une tendance se dégage.

Entre mars 1997 et mars 1998, le nombre total de personnes occupées dans les OIG progresse de 0,8 % : le recul de l'effectif des fonctionnaires internationaux permanents (- 2,1 %) est largement contrebalancé par l'augmentation de celui des «autres personnes» (+ 4,7 %).

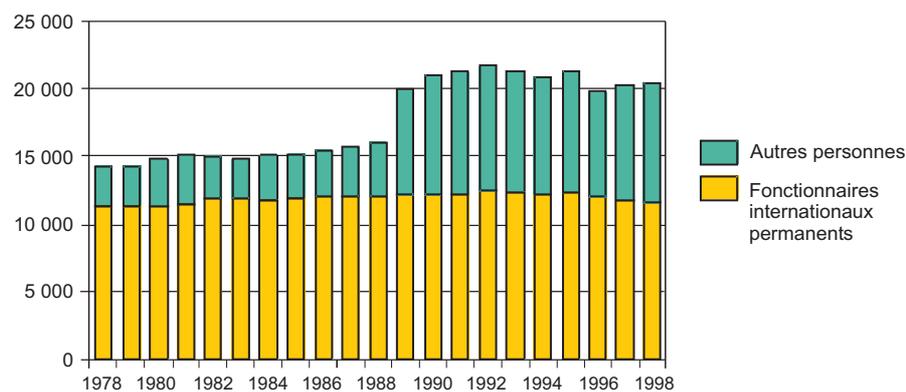
En 1998, parmi les fonctionnaires permanents, 9,9 % sont d'origine suisse. La part de ceux-ci n'a cessé de reculer depuis 1978 (16,5 %).

G - 02 Fonctionnaires permanents des organisations internationales gouvernementales et personnel des missions permanentes établies dans le canton de Genève



Source : Office cantonal de la statistique

G - 03 Emplois dans les organisations internationales gouvernementales établies dans le canton de Genève



Source : Office cantonal de la statistique

De nombreux fonctionnaires internationaux habitent en France voisine

Toujours en 1998, 43,5 % des fonctionnaires permanents résident dans le canton de Genève, 7,9 % dans un autre canton (Vaud pour la quasi-totalité) et 48,6 % en France voisine. La part de ces derniers n'a cessé d'augmenter depuis 1978 (30,6 %), au détriment principalement du canton de Genève (65,1 % en 1978). La proportion de fonctionnaires résidant dans un autre canton a progressé entre 1978 et 1993, passant de 4,3 % à 9,9 %; elle est orientée à la baisse depuis 1994.

T - 03 Emplois dans les organisations internationales et les missions permanentes établies dans le canton de Genève

Situation en mars

	Organisations gouvernementales			Organisations non gouvernementales (2)	
	Fontionnaires permanents	Autres personnes	Total	Missions permanentes (1)	
1986	11 996	3 430	15 426	3 044	2 952
1987	12 022	3 606	15 628	3 099	2 736
1988	11 979	4 033	16 012	3 243	2 673
1989	12 095	7 801	19 896	3 366	2 663
1990	12 094	8 926	21 020	3 592	2 707
1991	12 168	9 039	21 207	3 443	2 826
1992	12 406	9 292	21 698	3 384	2 682
1993	12 366	8 956	21 322	3 382	2 702
1994	12 207	8 657	20 864	3 095	2 899
1995	12 329	8 970	21 299	3 232	2 995
1996	11 991	7 777	19 768	3 281	3 041
1997	11 756	8 533	20 289	3 406	2 987
1998	11 510	8 937	20 447	3 441	2 796

(1) Estimations.

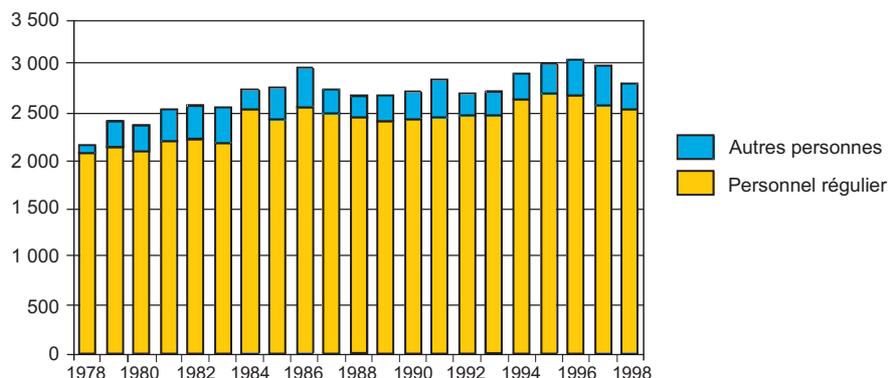
(2) Les dix principales organisations non gouvernementales.

Source : Office cantonal de la statistique

2 796 personnes occupées dans les 10 principales OING en mars 1998

Dans les dix principales organisations internationales non gouvernementales (OING; voir liste, page 18), qui rassemblent plus des deux tiers des effectifs occupés par ce type d'organisation³, le nombre de personnes occupées s'établit à 2 796 en mars 1998, dont 2 534 pour le personnel régulier et 262 pour les autres catégories de personnel.

G - 04 Emplois dans les dix principales organisations internationales non gouvernementales établies dans le canton de Genève



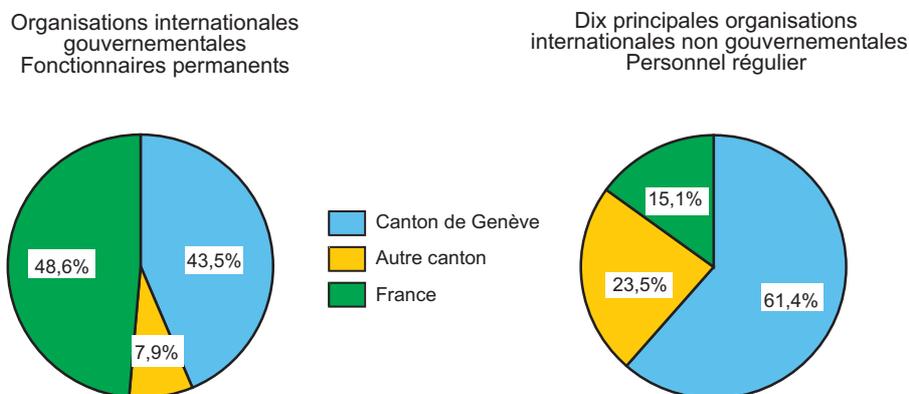
Source : Office cantonal de la statistique

³ Selon les résultats d'une étude spécifique menée sur la base des données du RFE 91, 114 OING étaient actives à Genève en 1991 selon les critères du recensement (20 heures de travail au moins par semaine dans l'institution); elles occupaient 3 456 personnes, soit 1,3 % de l'emploi total du canton. Les dix principales, qui participent à l'enquête annuelle de l'OCSTAT, occupaient 2 403 personnes, soit 69,5 % du total des OING.

L'effectif du personnel régulier a, de manière générale, évolué par paliers : autour de 2 100 à 2 200 de 1978 à 1983, entre 2 400 et 2 500 de 1984 à 1993; après trois années au-dessus de 2 600 (1994-1996), l'effectif recule en 1997 et 1998 (respectivement : - 4,0 % et - 1,2 %). Pour le personnel non régulier, les fluctuations sont un peu plus marquées, ce qui est assez logique. Après avoir atteint un sommet en 1997 (422), son effectif baisse de 37,9 % en 1998. Le nombre total de personnes occupées diminue ainsi de 6,4 % en une année.

Dans les dix principales OING, la part du personnel d'origine suisse atteint 45,6 % en 1998. Elle a tendanciellement augmenté entre 1978 (37,6 %) et la fin des années quatre-vingt (près de 46 %), pour rester ensuite relativement stable, à l'exception d'un recul en 1996 et 1997.

G - 05 Répartition du personnel des organisations internationales établies à Genève selon le lieu de résidence, en 1998



Source : Office cantonal de la statistique

Le personnel régulier des OING habite le plus souvent à Genève

Parmi le personnel régulier, 61,4 % résident dans le canton, 23,5 % dans un autre canton (Vaud, dans les faits) et 15,1 % en France voisine. Depuis 1978, la part des personnes résidant dans le canton a tendanciellement reculé, passant de plus de 78 % à la fin des années septante à moins de 62 % ces quatre dernières années. Ont «profité» de cette évolution Vaud d'abord (10,7 % en 1978), la France ensuite (10,6 % en 1978).

Dans les **missions permanentes**, l'effectif du personnel est estimé à 3 441 en mars 1998, en hausse de 1,0 % par rapport à l'année précédente.

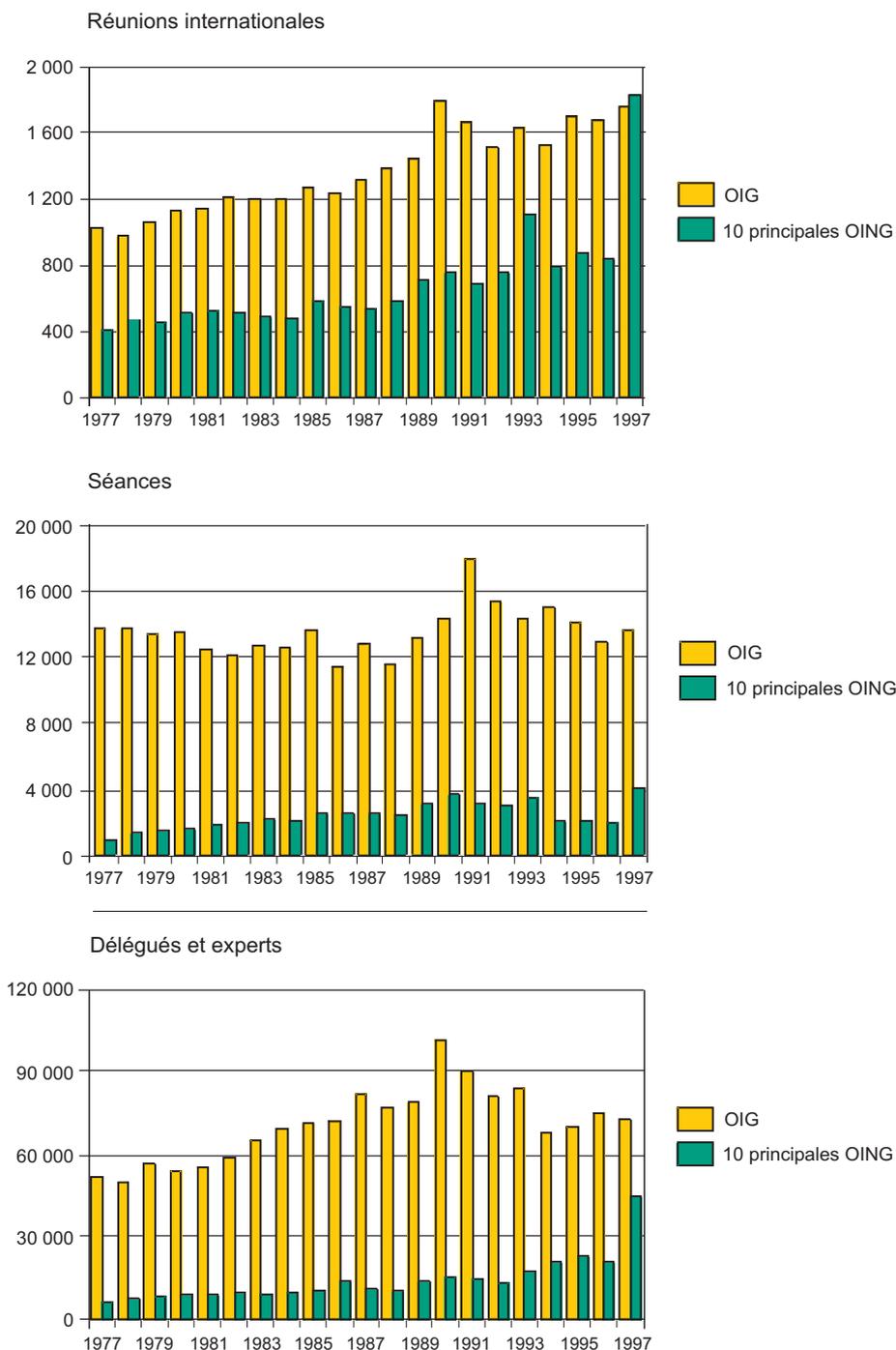
3. L'activité confériencière des organisations internationales

En 1997, les **OIG** ont tenu 1 762 réunions, auxquelles ont participé 72 991 délégués et experts, au cours de 13 655 séances.

Une activité confériencière assez fluctuante

Comme le montre le graphique G - 06, l'activité confériencière peut fluctuer nettement d'une année à l'autre. Les valeurs élevées du début des années nonante correspondent aux grandes négociations sur le commerce mondial.

G - 06 Activité confériencière des organisations internationales établies dans le canton de Genève



Source : Office cantonal de la statistique

En 1997, le nombre de réunions progresse de 5,3 %, le nombre de séances de 6,2 %. Par contre, l'effectif des délégués et experts recule de 3,3 %.

En 1997, l'activité conférencière des **dix principales OING** représente 1 832 réunions, 4 082 séances et 44 766 délégués et experts. Ces chiffres sont plus du double de ceux de l'année précédente et cette évolution constitue pratiquement un saut qualitatif. Ladite évolution est imputable pour l'essentiel à l'une des dix principales OING.

T - 04 Réunions internationales accueillies par les organisations internationales établies dans le canton de Genève

Totaux annuels

	Organisations gouvernementales			Organisations non gouvernementales (1)		
	Réunions internationales	Séances tenues	Délégués et experts	Réunions internationales	Séances tenues	Délégués et experts
1985	1 275	13 624	71 440	586	2 531	10 948
1986	1 238	11 431	72 677	546	2 487	14 070
1987	1 317	12 751	82 172	537	2 505	11 285
1988	1 392	11 564	77 415	580	2 425	10 355
1989	1 449	13 154	79 097	706	3 069	13 994
1990	1 791	14 339	101 914	755	3 667	15 679
1991	1 672	17 979	90 292	685	3 054	15 234
1992	1 512	15 323	81 182	756	3 002	13 693
1993	1 637	14 308	84 588	1 103	3 493	17 659
1994	1 526	14 984	67 863	787	2 041	20 995
1995	1 703	14 121	70 516	868	2 076	23 230
1996	1 673	12 859	75 495	836	1 988	21 203
1997	1 762	13 655	72 991	1 832	4 082	44 766

(2) Les dix principales organisations non gouvernementales.

Source : Office cantonal de la statistique

De manière générale, les réunions des OIG sont plus longues et elles rassemblent plus de délégués et experts que celles des OING. Ainsi, en 1997, les réunions des OIG durent en moyenne 7,7 séances (une séance correspond environ à une demi-journée), contre 2,2 pour les OING. Et elles rassemblent en moyenne 41,4 délégués et experts par réunion, contre 24,4 pour les OING.

4. Les dépenses des organisations internationales

Près de 3 milliards de francs de dépenses pour les OIG en 1997

En 1997, les dépenses engagées à Genève par les OIG atteignent 2,974 milliards de francs, dont 1,941 milliard pour les salaires, 0,762 milliard pour les autres dépenses courantes et le reste (0,271 milliard) pour les investissements.

T - 05 Dépenses des organisations internationales gouvernementales établies dans le canton de Genève

Totaux annuels, en millions de francs

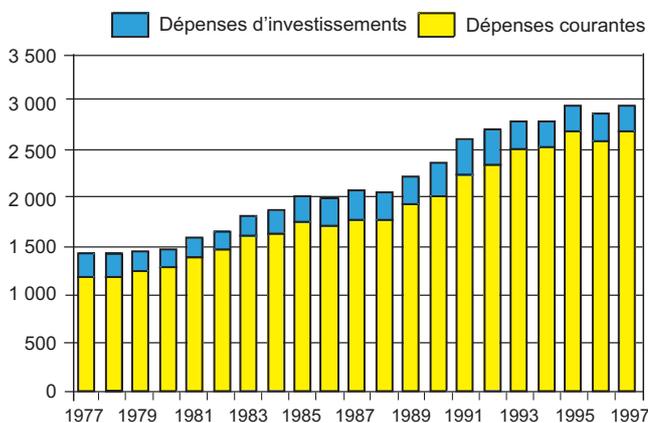
	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements	Total
	Coût salarial	Autres biens et services	Total		
1985	1 281	474	1 755	271	2 026
1986	1 280	439	1 719	282	2 002
1987	1 255	526	1 781	309	2 089
1988	1 334	443	1 777	285	2 062
1989	1 418	521	1 939	291	2 230
1990	1 506	519	2 025	353	2 378
1991	1 720	532	2 252	365	2 617
1992	1 783	579	2 363	361	2 724
1993	1 843	681	2 525	284	2 809
1994	1 923	620	2 543	266	2 808
1995	1 953	745	2 699	271	2 970
1996	1 881	719	2 600	300	2 900
1997	1 941	762	2 703	271	2 974

Source : Office cantonal de la statistique

Dépenses plutôt stables en termes réels ces dernières années

En vingt ans, les dépenses des OIG ont été multipliées par 2,07, en termes nominaux. Si l'on tient compte du renchérissement mesuré à Genève, la progression est beaucoup plus faible : + 11,7 %. Les dépenses ont sensiblement augmenté en termes réels en 1983 (+ 5,9 %), puis au cours des années 1989-91 (+ 11,0 % en trois ans). Entre ces périodes, elles sont restées plutôt stables, sous réserve des fluctuations dues au fait que les budgets de certaines organisations sont établis sur une base biennale.

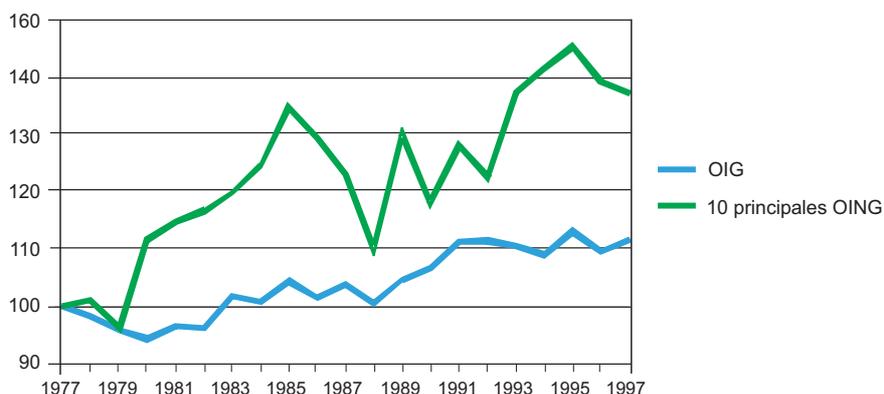
G - 07 Dépenses des organisations internationales gouvernementales établies dans le canton de Genève, en millions de francs



Source : Office cantonal de la statistique

En 1997, les dépenses progressent de 2,6 % en valeur nominale par rapport à l'année précédente (+ 1,9 % en termes réels), alors qu'elles avaient reculé de 2,4 % en 1996 (- 3,1 % en termes réels).

G - 08 Evolution des dépenses des organisations internationales établies à Genève, en termes réels (indice 1977 = 100)



Source : Office cantonal de la statistique

Le coût salarial représente les deux tiers des dépenses

Les salaires représentent le poste de dépenses le plus important pour ces organisations : la part du coût salarial se fixe à 65,3 % en 1997; depuis 1977, elle a fluctué dans une fourchette de 62 à 66 %. La part des dépenses courantes pour d'autres biens et services se monte à 25,6 % en 1997; son intervalle de fluctuation est compris entre 19 et 26 %. Les dépenses d'investissements sont par nature un peu plus volatiles que les dépenses courantes. En 1997, elles représentent 9,1 % du total des dépenses, mais leur part a dépassé les 16 % au début de l'enquête, en 1977 et 1978.

T - 06 Dépenses des 10 principales organisations internationales non gouvernementales établies dans le canton de Genève

Totaux annuels, en millions de francs

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements	Total
	Coût salarial	Autres biens et services	Total		
1985	201	91	292	41	333
1986	211	86	297	27	324
1987	211	70	281	34	315
1988	201	71	272	15	287
1989	215	83	297	54	352
1990	239	78	317	18	334
1991	258	96	354	29	383
1992	272	84	357	25	382
1993	306	90	396	48	443
1994	319	108	427	37	464
1995	329	123	451	34	485
1996	334	117	451	18	469
1997	324	122	446	18	464

Source : Office cantonal de la statistique

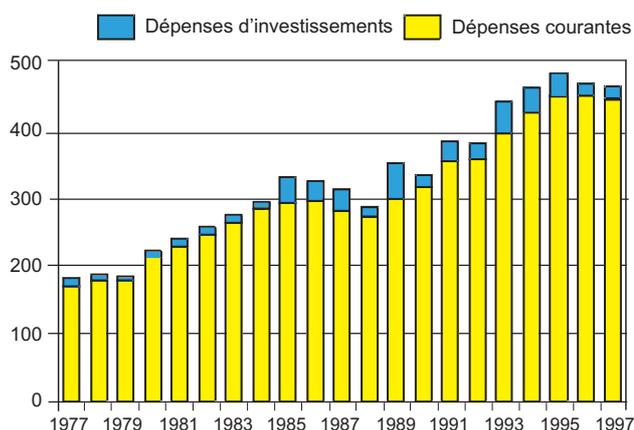
Près de 60 % des dépenses des OIG reviennent à la Suisse

Près d'un demi-milliard de francs de dépenses pour les 10 principales OING en 1997

Parmi les 2,974 milliards de francs dépensés par les OIG en 1997, 1,741 revient à la Suisse sous forme de salaires versés à des personnes résidant en Suisse ou sous forme de montants versés à des entreprises établies dans le pays pour des achats de biens et services. Ce montant progresse de 3,4 % en 1997 par rapport à l'année précédente (+ 2,7 % en termes réels). Depuis 1977, il a été multiplié par 2,06 en valeur nominale et a augmenté de 12,2 % en termes réels. Son évolution est donc très proche de celle du total des dépenses des OIG.

Quant aux **dix principales OING**, leur dépenses atteignent 464 millions de francs en 1997, dont 324 en salaires, 122 millions en autres dépenses courantes et 18 millions en dépenses d'investissements. Entre 1977 et 1997, ces dépenses ont été multipliées par 2,54 en valeur nominale (+ 37,2 % en termes réels) et leurs variations annuelles sont souvent plus marquées que pour les organisations gouvernementales. En 1997, les dépenses des OING se replient de 1,1 % en valeur nominale (- 1,8 % en termes réels).

G - 09 Dépenses des 10 principales organisations internationales non gouvernementales établies dans le canton de Genève, en millions de francs



Source : Office cantonal de la statistique

La part des dépenses d'investissements est un peu plus faible que pour les OIG : 3,9 % en 1997, ayant généralement fluctué entre 4 et 10 % depuis 1977, à l'exception des pics de 1985 (12,2 %) et 1989 (15,4 %).

Les OI participant à l'enquête injectent 2,3 milliards de francs de salaires dans l'économie de la région

En 1997, le **coût salarial de l'ensemble des organisations internationales couvertes par l'enquête** se fixe à 2 265 millions de francs : 1 618 millions de salaires nets, 224 de contributions sociales à la charge des salariés et 423 à la charge des employeurs. A titre de comparaison, la somme des salaires versés⁴ dans le canton (organisations internationales gouvernementales ici exclues) est estimée à 14 019 millions de francs en 1997 et le revenu cantonal genevois s'est élevé à 18 664 millions en 1996(chiffres provisoires). En raison des lieux de résidence des fonctionnaires internationaux, une grande part de leur masse salariale est dépensée à l'extérieur du canton; il n'en reste pas moins que le chiffre est loin d'être négligeable par rapport au revenu cantonal et à la somme des salaires versés dans le canton.

⁴ Elle correspond à des salaires bruts (salaires nets + cotisations sociales à la charge des salariés).

5. Les organisations internationales établies en Suisse hors de Genève

Trois OIG en dehors de Genève

En plus des OIG établies à Genève, la Suisse en accueille deux à Berne et une à Bâle⁵ : l'Union postale universelle (UPU) et l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF) sont implantées à Berne, la Banque des règlements internationaux (BRI) se trouve à Bâle.

Les principaux chiffres relatifs à l'ensemble des organisations internationales établies en Suisse figurent dans le tableau T - 07.

**T - 07 Organisations internationales gouvernementales établies en Suisse
Emplois, dépenses et activité confériencière**

	A Genève	Hors de Genève (1)	Total
Emplois en mars 1998	20 447	656	21 103
Fonctionnaires permanents	11 510	639	12 149
Suisse	1 135	159	1 294
Etrangers	10 375	480	10 855
Autres personnes	8 937	17	8 954
Dépenses (millions de francs) en 1997	2 974	233	3 208
Dépenses courantes	2 703	208	2 911
Coût salarial	1 941	151	2 092
Autres biens et services	762	57	819
Dépenses d'investissements	271	25	297
Réunions internationales en 1997	1 762	74	1 836
Séances tenues	13 655	373	14 028
Délégués et experts	72 991	3 281	76 272

(1) Deux à Berne, une à Bâle.

Source : Office fédéral de la statistique - Office cantonal de la statistique

⁵ L'enquête auprès des OI réalisée par l'OCSTAT dès 1978 à Genève a été étendue à l'ensemble du pays en 1984. Dans les autres cantons, c'est l'Office fédéral de la statistique qui se charge de son exécution.

6. Les internationaux et leurs familles résidant à Genève

Sachant que le secteur public international occupe environ 23 500 personnes, combien de personnes habitent dans la région si l'on compte les membres de leurs familles ? La question est simple - et logique - mais y répondre n'est pas aisé pour autant. Dans les faits, les seules informations disponibles portent sur la population résidant dans le canton de Genève.

Plus de 18 000 fonctionnaires, diplomates et membres de leurs familles résident dans le canton

Ainsi, la statistique cantonale de la population apporte quelques éléments de réponse pour les fonctionnaires internationaux et les diplomates étrangers ainsi que leurs familles résidant dans le canton : leur effectif s'établit à 18 287 à fin 1997. Il comprend l'ensemble des personnes titulaires d'une carte de légitimation ou d'une attestation de fonction ou d'emploi délivrée par la Mission permanente de la Suisse près les organisations internationales à Genève (MPSOIG), pour les organisations internationales gouvernementales et les missions permanentes étrangères, ou par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), pour les consulats. Il inclut les membres de la famille et le personnel de maison des fonctionnaires internationaux et des diplomates. Sont aussi comptés ici les membres de la famille qui exercent une activité économique en dehors du secteur public international (permis CI). Cet effectif ne comprend pas les fonctionnaires internationaux, les diplomates et leurs familles qui résident dans un autre canton ou en France voisine.

T - 08 Fonctionnaires internationaux, diplomates étrangers et membres de leur famille (1) résidant dans le canton de Genève, selon le sexe, et l'âge ou le continent d'origine

Situation à fin 1997

	Hommes	Femmes	Total
Total	8 833	9 454	18 287
<i>Selon l'âge</i>			
0 - 19 ans	2 070	2 085	4 155
20 - 39 ans	2 485	3 300	5 785
40 - 64 ans	4 062	3 861	7 923
65 ans et plus	216	208	424
<i>Selon le continent d'origine</i>			
Europe	4 245	4 367	8 612
Amérique	1 160	1 331	2 491
Afrique	1 334	1 414	2 748
Asie	1 968	2 196	4 164
Océanie	116	138	254
Apatride, nationalité inconnue	10	8	18
<i>En % du total de la population résidante</i>	4,6	4,5	4,6
<i>En % du total de la population résidante étrangère</i>	11,3	13,0	12,1

(1) Exempts de permis et permis CI.

Source : Office cantonal de la statistique

Les 40-64 ans prédominent

Ces 18 287 personnes représentent 4,6 % de la population résidant dans le canton et 12,1 % des étrangers résidant dans le canton. Parmi eux, les personnes de 65 ans ou plus sont peu nombreuses (2,3 %) en comparaison avec l'ensemble de la population résidante (14,1 %). Cela s'explique par le fait que le statut d'international s'éteint à la retraite. Les personnes qui souhaitent rester en Suisse doivent alors demander un autre permis (généralement un permis d'établissement). Les jeunes (moins de 20 ans) y sont en proportion comparable (22,7 % contre 21,7 %). Les personnes en âge d'activité (20-64 ans) forment la plus grande partie de cette population (75,0 %,

contre 64,1 % au sein de l'ensemble de la population). Parmi elles, la tranche d'âge de 40 à 64 ans est la plus fournie (43,3 %, contre 33,0 % dans l'ensemble de la population). En résumé, peu de personnes âgées, mais beaucoup de personnes dans la seconde phase de l'âge actif.

Une grande diversité de nationalités

Cette population est extrêmement diversifiée sur le plan des origines : en effet, près de 180 nationalités sont représentées au sein de ces 18 287 personnes. Les Européens sont les plus nombreux (47,1 %), mais la part des Asiatiques est notable (22,8 %). A titre de comparaison, pour l'ensemble des étrangers résidant dans le canton, la part des Européens se fixe à 79,5 %, celle des Asiatiques à 6,2 %.

Liste des organisations participant à l'enquête

Organisations internationales gouvernementales établies à Genève

Organisations du système des Nations Unies

ONU Office des Nations Unies à Genève
 Dans le cadre de l'enquête, l'ONU répond aussi pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (rattaché à l'UNICEF), les bureaux de liaison de la FAO et du FMI, ainsi que pour l'ITC

• *Institutions spécialisées de l'ONU*

BIT Bureau international du travail
 OMS Organisation mondiale de la santé
 UIT Union internationale des télécommunications
 OMM Organisation météorologique mondiale
 OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

• *Autres institutions et organes du système des Nations Unies*

BIE Bureau international d'éducation, rattaché à l'UNESCO
 OMC Organisation mondiale du commerce

Organisations européennes

CERN Organisation européenne pour la recherche nucléaire
 AELE Association européenne de libre-échange

Autres organisations

OIM Organisation internationale pour les migrations
 UI Union interparlementaire
 OIPC Organisation internationale de protection civile
 UPOV Union internationale pour la protection des obtentions végétales
 BITH Bureau international des textiles et de l'habillement
 – South Centre

Organisations internationales gouvernementales établies en Suisse, dans un autre canton

UPU Union postale universelle Berne
 OTIF Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires Berne
 BRI Banque des règlements internationaux Bâle

Les 10 principales organisations internationales non gouvernementales établies à Genève

CICR Comité international de la Croix-Rouge
 IFRC Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
 COE Conseil oecuménique des églises
 FLM Fédération luthérienne mondiale
 – Fondation de l'Ecole internationale de Genève
 IATA Association du transport aérien international
 – Institut Battelle
 ISO Organisation internationale de normalisation
 UER Union européenne de radiodiffusion
 CEI Commission électrotechnique internationale

Publications de l'OCSTAT sur les organisations internationales

- Annuaire statistique* Le chapitre «Organisations internationales» présente, pour le canton de Genève, les principaux résultats de l'enquête de l'année en cours ainsi que ceux des années précédentes sous forme de tableaux.
- Collection «Données statistiques»* Entre 1985 et 1997, chaque année, un numéro de cette collection présente les résultats de l'enquête annuelle auprès des organisations internationales. Ces données sont parfois accompagnées d'un choix d'informations complémentaires :
- les numéros 1985/1, 1986/2 et 1987/2 comprennent, de plus, des données rétrospectives antérieures à 1977 pour Genève;
 - le numéro 1985/1 contient aussi quelques comparaisons internationales.
- Collection «Aspects statistiques»* *Les organisations internationales à Genève en 1977-1978. Emplois, dépenses et réunions internationales*, Aspects statistiques n° 9, Genève, Service cantonal de statistique, décembre 1978 (44 pages).
- Les organisations internationales à Genève en 1979-1980. Emplois, dépenses et réunions internationales*, Aspects statistiques n° 18, Service cantonal de statistique, Genève, mars 1981 (12 pages).
- Le secteur international à Genève, bilan 1989*, Aspects statistiques n° 72, Service cantonal de statistique, Genève, janvier 1990.
- Les multinationales et le secteur international dans le canton de Genève en 1991*, Aspects statistiques n° 107, Office cantonal de la statistique, Genève, juin 1996. Cette publication présente notamment des informations chiffrées sur l'ensemble des organisations internationales non gouvernementales (emploi et nombre d'organisations).
- Collection «Etudes et documents»* *Le secteur international à Genève : Les emplois dans les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève en 1975-76*, Etudes et documents n° 3, Service cantonal de statistique, Genève, juin 1978 (132 pages).

Office cantonal de la statistique

8, rue du 31-Décembre

Case postale 6255 1211 Genève 6



DEEE – Département de l'économie,
de l'emploi et des affaires extérieures

L'Office cantonal de la statistique produit et recueille des informations dans tous les domaines de la statistique, les met à disposition et les diffuse. Il assure également la coordination de la statistique publique sur le plan cantonal.

Téléphone

022 / 787 67 07 (accès principal à l'Office)

022 / 787 67 67 (indice des prix à la consommation)

Télécopieur

022 / 736 29 45

Centre de documentation

Ouvert au public de 13 h 45 à 17 h 30

Légende des signes

-	valeur nulle
0	valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
...	donnée inconnue
///	aucune donnée ne peut correspondre à la définition
()	l'information ne peut être communiquée pour des raisons tenant à la protection des données
[]	valeur peu significative
e	valeur estimée
p	donnée provisoire
r	donnée révisée

Edition	Office cantonal de la statistique (OCSTAT) Genève
Rédaction	
Responsable de la publication	Jean-Emile Neury, directeur
Auteur	Roland Rietschin Tél. 022 / 787 67 40
Réalisation, administration	
Mise en page, illustration graphique	Dominique Felsenheimer
Commandes, abonnements	Tél. 022 / 787 67 07
Prix	Les cahiers de la collection <i>Communications statistiques</i> sont en vente au numéro (10 francs) ou selon divers types d'abonnements
Tirage	700 exemplaires
Films	Parfab SA
Impression	Steffen SA, Genève
©	OCSTAT, Genève 1998. Reproduction autorisée avec mention de la source
ISSN	1422-4585